

Initiatives du Réseau

○ Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire

Le processus de débat et de mise en commun de cette étape du développement de l'Alliance se traduit actuellement de plusieurs façons : par la mise en place de forums électroniques, qui sont des espaces de débat et d'échange pluri-culturels sur des questions thématiques ou collégiales ; par la rédaction de propositions, donnant lieu à des premières versions de cahiers, par des rencontres thématiques, collégiales ou géoculturelles, la préparation des assemblées continentales de juin prochain et l'organisation d'une Assemblée Mondiale à Lille (France), à l'invitation de la Fondation Charles Leopold Mayer en décembre. Certaines des questions et propositions de l'Alliance ont été partagées avec d'autres initiatives lors du premier Forum Social Mondial.

Information sur l'Assemblée Mondiale (Lille - France, 2-11 décembre 2001)

A l'invitation de la Fondation Charles Léopold Mayer (FPH), 400 personnes de tous milieux et venus des quatre coins de la planète, messagers de multiples groupes et mouvements, se réuniront une semaine à Lille (France) du 2 au 11 décembre 2001. Ils chercheront à formuler des perspectives pour le 21ème siècle, traduites dans des Cahiers de propositions et une Charte. Ils symboliseront la possibilité d'une autre mondialisation, à visage humain, et d'une nouvelle forme de gouvernance mondiale, fondée sur le dialogue entre tous les acteurs de la société et les différentes cultures.

La préparation pratique de cette assemblée mondiale s'organise pas à pas. L'association Lille-Monde 2001 a été créée à Lille pour l'organisation logistique de la rencontre (en coordination avec des membres de la FPH à Paris). Elle s'attachera à impliquer la population de la région Nord-Pas-de-Calais. Sa présidente est Nicole Delebarre, sa permanente Brigitte Jorge.

Un partenariat est engagé avec l'Université de Valenciennes pour mobiliser des étudiants sur la préparation de l'accueil des participants dans la ville de Lille, dans leurs lieux d'hébergement et dans les lieux de travail.

En ce qui concerne les moments festifs de l'Assemblée, il est prévu d'intégrer les associations culturelles de la région et les jeunes des quartiers de Lille. Pour entrer en résonance avec les Assemblées Continentales une séance d'ouverture au rythme des tambours a été proposée. Les contacts avec les institutions politiques, le milieu universitaire et les mouvements sociaux de la région Nord-Pas-de-Calais suivent leur cours.

Renseignements : Fax : +33 3 20 12 98 54 - Courriel : <lille@echo.org>

○ «Moins d'autoroutes, plus de rails !», campagne d'Agir pour l'environnement.

Facteurs essentiels de la dégradation de l'environnement et du cadre de vie en France, les transports routiers sont aussi responsables de près d'un tiers des émissions de gaz à effet de serre.

Cette campagne de pression citoyenne mobilise toutes celles et tous ceux qui souhaitent que le gouvernement engage une politique de transport cohérente, conforme à l'esprit de la loi sur l'aménagement durable du territoire et respectant les engagements pris dans le programme national de lutte contre le changement climatique. Pour cela il est demandé au ministre des transports et aux présidents de régions de :

- ne pas inscrire de nouveaux projets d'autoroutes dans le futur schéma national de service collectif de transports (personnes et marchandises)
- procéder à une évaluation indépendante, pour vérifier que l'ensemble des schémas de services de transports sont conformes au programme national de lutte contre le changement climatique et des engagements internationaux de la France en la matière ;
- supprimer tout financement public à de nouveaux projets autoroutiers ;
- donner la priorité aux infrastructures ferroviaires sur les infrastructures routières dans la mise en œuvre des contrats de plan Etat-Régions ;
- affecter 20 milliards de francs au transport ferroviaire de marchandises dans les 3 années qui viennent et développer une vraie politique pour les TER / RER et le Tram-Train, pour les déplacements de moyenne distance en milieu périurbain et rural.

Contact : Agir pour l'Environnement, 97 rue de Pelleport 75020 Paris ; tél. 01 40 31 02 37 ; fax. 01 40 31 02 39 ; <ape@globonet.org> ; <www.globonet.org/ape>.

○ «Planète privatisée, défense d'entrer ! Une campagne contre les brevets sur le vivant». Campagne d'Agir ici, en partenariat avec la Confédération paysanne, Greenpeace et Solagral.

Une société australienne, spécialisée dans la recherche génétique, a récemment acquis des droits exclusifs sur le patrimoine génétique des habitants de l'archipel des Tongas, dans le Pacifique sud, par le biais d'un accord signé avec le ministère tongrien de la Santé. Depuis les années 80, il est ainsi devenu possible de déposer des brevets sur des plantes, des animaux et même des séquences génétiques humaines. Grâce à ce système, quelques firmes sont en train de s'approprier les ressources génétiques de la planète. C'est à terme l'intégrité de l'Homme qui est en jeu. Pour l'instant, le phénomène a

surtout pris de l'ampleur dans le domaine des espèces végétales. Mais ce n'est qu'un début.

Considérées comme l'or vert du XXI^{ème} siècle, les plantes font l'objet d'une convoitise sans précédent de la part des firmes multinationales. Les pays du Sud, principaux pourvoyeurs de la biodiversité mondiale, sont les premiers concernés. Peu aguerris à la pratique de la protection intellectuelle, ils font les frais d'un système juridique conçu au Nord et dont les firmes multinationales ont su grandement tirer partie. Leurs ressources naturelles sont ainsi convoitées et pillées. Dans le domaine agricole, l'introduction de plantes brevetées modifie de manière substantielle les pratiques agricoles et enferme les paysans dans une logique de dépendance. Au-delà de la perte de biodiversité, c'est bien la sécurité alimentaire, reposant sur une culture diversifiée des espèces végétales et sur l'agriculture vivrière, qui est menacée.

Les textes nationaux et internationaux légalisant le brevetage du vivant se multiplient. L'accord sur les Aspects de la propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC ou TRIPS), entré en vigueur dans le cadre de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) en 1995, va permettre une généralisation du système des brevets à l'échelle de la planète. Parallèlement, une directive concernant la protection des inventions biotechnologiques a été adoptée par l'Union européenne en 1998. Il est prévu que celle-ci soit transposée dans le droit national des pays membres. Il est urgent de se mobiliser contre sa transposition.

Cette campagne a pour autres objectifs l'abrogation de la Directive européenne et l'annulation de l'article 27.3 de l'accord ADPIC (qui permet le brevetage du vivant).

Pour y participer : cartes postales, argumentaire et documents de campagne à commander auprès d'Agir Ici - 104, rue Oberkampf 75011 Paris - <agirici@globenet.org>.

○ **Campagne nationale «Énergie, le gaspillage ça suffit !! Vite, changeons de cap !!», campagne du Réseau Sortir du nucléaire, avec le soutien de la Confédération paysanne, Biocop, WWf, Greenpeace, France Nature Environnement, Réseau action climat, Nature et Progrès, Fédération des Élus Écologistes.**

Cette campagne part du constat qu'«aujourd'hui, sur la planète, la surconsommation la plus débridée côtoie de criantes pénuries. 25 % des habitants de la planète consomment 75 % de l'énergie commercialisée. La consommation d'électricité en France (qui ne représente qu'une part de l'énergie consommée) est en moyenne de 7070 kWh par an et par personne contre... 22 kWh seulement en Ethiopie. 40 % de la population mondiale est tout simplement privée d'électricité. L'état des lieux est accablant : gaspillage des ressources fossiles (pétrole, uranium, gaz, charbon), atteintes à l'environnement (changement climatique, pluies acides, pollutions radioactives...), risques de conflits.»

Elle vise à mobiliser les citoyens «autour de projets d'économies d'énergie et de développement décentralisé des énergies renouvelables (c'est à dire *inépuisables* et *peu polluantes*)». L'idée est d'interpeller, par cartes postales, les présidents de Conseils généraux et les maires pour que les collectivités locales (communes, départements et régions) jouent le rôle essentiel qu'elles ont à jouer pour permettre la mise en oeuvre de telles mesures.

Cette démarche s'accompagne en outre d'une «aide aux élus» pour mettre en oeuvre des politiques locales responsables en matière énergétique ; l'idée est de se procurer le guide pratique «Agir localement pour l'efficacité énergétique et pour les énergies renouvelables» et de le remettre à un ou plusieurs élus car «il contient de nombreux exemples concrets et positifs et donne la marche à suivre pour agir localement».

Une démarche pragmatique donc qui allie informations, formations et responsabilité civique.

Les cartes postales à commander sont accompagnées bien entendu d'un argumentaire de campagne de quatre pages très pédagogique.

Contact : Réseau Sortir du Nucléaire - 9, rue Dumenge 69004 Lyon ; tél : 04 78 28 29 22 ; Fax : 04 72 07 70 04 ; Courriel : <rezo@sortirdunucleaire.org>; Site web : <www.sortirdunucleaire.org>

○ **Les assises nationales de la culture scientifique et technique**

L'Association Science Technologie Société a 20 ans. Elle a été créée à la suite du mouvement fondé par le Colloque national sur la recherche et la technologie de 1981.

A l'occasion de cet anniversaire l'ASTST a pris l'initiative de proposer à de multiples partenaires d'organiser ensemble, dans le respect de la personnalité de chacun, des Assises nationales de la culture scientifique et technique à la fin de l'année 2001.

Le progrès des connaissances scientifiques et leurs applications techniques et industrielles marquent profondément les activités humaines et contribuent à influencer pour une grande part nos modes de vie et de pensée. Ces évolutions qui concernent notamment, l'énergie, l'alimentation, la santé, les transports, l'urbanisme, l'environnement, les technologies de la communication, les biens de consommation domestique... présentent des aspects positifs mais on ne peut ignorer les dangers que peuvent engendrer les manipulations génétiques, la brevetabilité du vivant, l'exploitation incontrôlée de la nature...

Face à ces enjeux qui engagent l'avenir des sociétés, de la planète et des générations qui nous succéderont, on peut mesurer l'urgence de s'investir dans une action culturelle scientifique et technique d'envergure, originale et citoyenne, tant il est vrai que l'on réduit souvent la culture aux seuls arts et lettres. Mettre en culture les sciences et les techniques, c'est leur redonner toute leur place dans le champ du savoir et de la culture générale qui structure la pensée et l'action des êtres humains.

La question à l'ordre du jour de ce nouveau siècle est de savoir qui doit décider des choix scientifiques et technologiques. Les politiques et les experts ne peuvent constituer à eux seuls le cercle des décideurs. Au-delà de l'information il est aujourd'hui vital de créer les conditions de la participation des citoyens afin de peser sur les décisions publiques. C'est dans cet esprit que les débats des Assises nationales de la culture scientifique et technique pourraient préfigurer la tenue par les pouvoirs publics d'Etats généraux de la science et de la technologie où les acteurs de la médiation scientifique et technique devraient être présents ainsi que de nombreuses associations citoyennes constitutives de la société civile.

Les Assises nationales de la culture scientifique et technique devraient donc être un moment intense de débats sur les défis posés par le développement accéléré des sciences et des techniques, sur la place de la culture scientifique et technique dans la formation initiale et continue et sur les moyens à mettre en œuvre pour favoriser la maîtrise et le partage des savoirs ainsi que la réflexion critique du plus grand nombre des citoyens de toute les nations.

Pour plus d'informations sur ces Assises, contacter : l'ASTS, Association Nationale de Jeunesse et d'Éducation Populaire 19, place de l'Argonne 75019 Paris - tel. 01 44 89 82 82 - courriel. <le_lien@asts.asso.fr>

○ Gitoyen

Globenet, French Data Network (1er fournisseur historique d'accès à Internet en France) et Placenet (défenseur du logiciel libre qui propose des liaisons ADSL à prix réduit), se sont rassemblés autour d'un projet commun de création d'un opérateur de l'Internet non marchand, Gitoyen, groupement d'intérêt économique (GIE) citoyen. Avec eux, deux entreprises à vocation sociale, Gandi et Netaktiv, font également partie du GIE. Leur objectif est de permettre l'existence d'un web indépendant du monde marchand, en créant un nouveau fournisseur d'infrastructure d'hébergement et d'accès à Internet dans un but non marchand et un cadre principalement citoyen, associatif et social. Le GIE entend acheter la connectivité directement aux opérateurs de télécommunications, sans passer par un fournisseur d'accès à Internet pour ne pas en être dépendant. L'utilisateur final de Gitoyen sera des entités collectives ; il vise à fournir à ses membres de la connectivité.

Renseignements : www.gitoyen.net

○ Le Forum de la Gauche Citoyenne

Le Forum de la Gauche Citoyenne regroupe des personnalités (élus, militants associatifs, politiques et syndicaux) représentatives de toutes les grandes sensibilités de la gauche. Il a commencé à travailler et s'est fixé pour sa première année un programme ambitieux en vue d'enrichir le débat de la gauche de propositions fortes et concrètes.

- Les grands thèmes mis au débat dans l'année qui vient

- . Quelle réforme des institutions ?
- . Le rapport entre emploi et revenu
- . Comment rendre la croissance écologiquement soutenable ?
- . Propositions pour une Constitution européenne

- Une méthode originale d'élaboration

Le débat est lancé lors d'une réunion publique, puis il rebondit sous la forme de contributions individuelles. Le débat se poursuit pendant plusieurs mois et en bout de processus une Assemblée générale du Forum se prononce et présente publiquement les choix qui sont communs et les options alternatives quand il en existe.

- Des moyens de communication

Un journal, Confluences, qui sera, à partir du mois de mars, l'outil du Forum et un site internet en préparation qui sera un lieu d'animation permanente du débat.

- Des Forums régionaux

Des contacts se prennent dans les différentes régions pour les constituer. Des contacts peuvent être proposés en écrivant au Forum.

Vendredi 29 et samedi 30 septembre 2001, en région, université d'automne, synthèse sur «emplois et revenus» ; «les nouvelles formes de militance citoyennes» ; «organisation des forums régionaux».

- Mardi 30 octobre 2001 : Buffet-débat sur «croissance et écologie»

- Samedi 12 janvier 2002 : AG : synthèse sur «croissance et écologie»

- Samedi 22 février 2002 : AG : synthèse sur le projet de Constitution européenne.

Pour rejoindre le Forum de la Gauche Citoyenne : adhésion de 100 F ou adhésion de soutien de 800 F à envoyer à Forum de la Gauche Citoyenne, c/o CAP, 4, rue Béranger 75003 Paris ; tél : 01 44 61 93 30 ; fax : 01 44 61 93 35.

○ «Dites non au 4ème sous-marin nucléaire !», campagne organisée par le MAN (Mouvement pour une Alternative Non-Violente), le Mouvement de la Paix et Abolition des armes nucléaires-Stop essais.

«Notre pays comme toutes les puissances nucléaires, a réaffirmé à New York en mai 2000 la nécessité d'éliminer toutes les armes nucléaires, de respecter le traité antimis-

Naissance du CADTM-France

Le CADTM-France (Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde - France) a été créé le 11 février 2001. L'association fait partie du réseau international CADTM basé à Bruxelles. Sa vocation est de lutter pour l'annulation totale et inconditionnelle de la dette extérieure publique du Tiers Monde, qui est dénoncée comme «illégitime». Dans ce but, le CADTM France participera à la nouvelle campagne française d'information et d'action sur la dette qui débute en cette année 2001. Elle approfondira également les recherches sur des alternatives visant, à l'opposé de la logique libérale actuelle, la satisfaction des droits et besoins humains fondamentaux tout en préservant l'environnement.

Adresse : CADTM-France, 6 rue Grimaux, 17300 Rochefort, France - Tél. : 33 (0)5 46 88 73 97 -
e-mail : <cadtmfrance@libertysurf.fr>

sile et d'entreprendre la dénucléarisation du Moyen-Orient. Comment accepter qu'après s'être engagée dans cette voie, la France construise un quatrième sous-marin nucléaire lance-engins de la nouvelle génération (SNLE-NG), fer de lance de la Force océanique stratégique ? Personne ne comprendrait qu'après avoir été l'un des premiers pays à ratifier le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, la France achève près de Bordeaux, le laser Mégajoule, destiné à mettre au point les futures têtes nucléaires qui équiperont le quatrième SNLE-NG et à concevoir éventuellement de nouvelles armes nucléaires dites à fusion pure ! La future loi de programmation militaire 2003-2008 devrait traduire concrètement la volonté française d'accélérer le désarmement nucléaire.

La campagne demande donc que l'engagement de la France se concrétise maintenant par des mesures concertées avec les autres puissances nucléaires : elle doit annoncer, dans cette perspective et sans tarder comme premières mesures qu'elle entend :

- renoncer à la construction du 4ème SNLE-NG
- annuler le programme de nouveaux missiles M-51 dont la mise en service est prévue avec la quatrième SNLE-NG
- stopper le programme de simulations des essais nucléaires et notamment la construction du laser Mégajoule dont les recherches sont liées à la mise au point de la tête nucléaire océanique (TNO).

Cette campagne s'appuie sur la diffusion de cartes postales à l'adresse du chef des armées, Jacques Chirac, du premier Ministre, Lionel Jospin, et au député de la région de laquelle chacune et chacun envoie la lettre.

Elle s'accompagne en outre d'une brochure argumentaire intitulée *La France et la prolifération nucléaire. Les sous-marins nucléaires de la nouvelle génération.*

Renseignements, cartes postales et argumentaires de campagnes à demander au : MAN 114, rue de Vauglhard 75006 Paris ; tél. +33 1 45 44 48 24.

○ «Birmanie : Dessous chics et bottes de cuir», campagne de Réseau Solidarité en lien avec Info-Birmanie et Clean Clothes Campaign.

La Birmanie est tristement célèbre sur la scène internationale : la junte militaire au pouvoir depuis 1988 refuse toute démocratisation du régime, viole systématiquement les droits de l'Homme les plus élémentaires, opprime et exploite sa population. Néanmoins le régime militaire a continué à s'ouvrir aux investissements étrangers et a su attirer un certain nombre de grandes entreprises, et cela en dépit des mesures prises par l'Union européenne, des dénonciations de la Commission des droits de l'Homme de l'ONU et des recommandations de la Conférence Internationale du Travail. Or aujourd'hui il est impossible d'investir en Birmanie sans accepter indirectement de soutenir politiquement et moralement le régime dictatorial. Selon l'un des représentants même de l'entreprise Levi's «il n'est pas possible de faire des affaires en Birmanie sans soutenir directement le gouvernement militaire et ses graves violations des droits de l'Homme»..

Pourtant, Triumph, une multinationale d'origine allemande détenue par les familles Spiesshofer et Braun, dont la célébrité lui vient de l'image glamour qui lui est associée en tant que principal producteur européen de lingerie féminine, s'est confortablement installé près de Rangoun et ne souhaite pas fermer son site de production. Ses affaires semblent florissantes : en 1999, son chiffre d'affaires était de 14,54 milliards de francs et elle compte aujourd'hui 36000 employés à travers le monde. La présence de la multinationale en Birmanie suscite de nombreuses réactions et controverses et une campagne internationale a été lancée afin d'obtenir la fermeture de son site de production. Réseau-Solidarité a décidé de participer à cette campagne internationale visant à isoler la junte militaire birmane que Triumph soutient objectivement par le maintien de son activité.

Pour rejoindre la campagne : commande de l'appel auprès de Réseau-Solidarité 10, quai Richemont 35000 Rennes, www.globenet.org/reseau-solidarite

○ Assemblée Européenne des Citoyen - Helsinki Citizen's Assembly

Le Secrétariat international du Helsinki Citizens' Assembly (hCa) annonce un numéro spécial de son magazine Collage, réalisé en coopération avec sa branche française (l'Assemblée Européenne des Citoyens, AEC). Son thème principal portera sur la "mondialisation et les droits économiques et sociaux". Le numéro sera publié en quatre versions : en anglais, russe, français et serbo-croate. Il sera ainsi accessible à un public plus vaste, permettant également d'élargir le réseau du hCa.

Par "mondialisation", l'AEC souhaite évoquer cette nouvelle échelle dans les mouvements des cultures, des peuples, de la technologie, de l'information et des capitaux, qui a entraîné de nouvelles réalités sociales à travers le monde. La rédaction du Collage accueillera toute contribution évoquant la façon dont la "mondialisation" a influencé la vie de tous les jours dans la région de chacun, en évoquant en particulier les domaines de la justice sociale, du niveau de vie, de l'environnement, de la politique et de la culture.

À titre d'exemple, les questions suivantes (non exhaustives) pourront être abordées :

- . Les flux transnationaux d'argent contribuent-ils, et de quelle manière, à reuser le fossé entre les riches et les pauvres, et entre les pays développés et les pays «en développement» ?
- . Comment la mobilité du capital affecte-t-elle les droits du travail, l'environnement, la justice sociale, les systèmes de sécurité sociale et les différents processus politiques, etc. ?
- . En quoi les migrations sont-elles liées aux problématiques de développement, d'égalité d'accès aux ressources et aux services de base ? De quelle façon constituent-elles une entrée cohérente à la question de la jouissance des droits économiques, sociaux et culturels ?
- . Comment l'objectivité de la représentation du monde est-elle affectée par la main-mise des milieux industriels et financiers sur les médias ?
- . Les nouvelles technologies permettent-elles une meilleure jouissance des droits économiques, sociaux et culturels, ou au contraire accentuent-elles les inégalités fondamentales dans l'accès à ces droits ?

Ce numéro spécial de *Collage* vise à permettre d'entamer une discussion pertinente sur la mondialisation et les droits économiques, sociaux et culturels tout en ouvrant la voie d'une nouvelle dynamique pour le hCa.

Ce numéro spécial accueillera articles, entretiens, débats, photographies, dessins ou autres illustrations. Les contributions sont à envoyer en anglais, français, russe ou serbo-croate à la rédaction à l'adresse <aec@globenet.org> avant le 30 juin 2001.

La réalisation de ce numéro, en quatre langues (français, anglais, russe et serbo-croate), nécessite des financements qui font aujourd'hui défaut. C'est pourquoi un appel à souscription est également lancé.

Toute contribution financière est la bienvenue à : l'AEC 21 ter, rue Voltaire 75011 Paris, chèque à l'ordre de l'AEC.

Le budget de cette publication a été estimée à 70 000 F. Il comprend notamment les frais de traduction, d'impression, de publication et de diffusion de 3 000 numéros, à partir du secrétariat du réseau qui se trouve à Prague. Il comprend en outre le salaire de la personne en charge du secrétariat, qui assumera le suivi des articles, de la publication et la diffusion à l'ensemble des branches du réseau ainsi qu'aux réseaux partenaires.

AEC - 21 ter, rue Voltaire 75011 Paris ; tel. 01 43 71 62 12 - Courriel : aec@globenet.org

○ «Le monde vu par ses peuples», une initiative du Forum Mondial des Alternatives

Le Forum Mondial des Alternatives a initié un projet visant à rendre visible les propositions et réflexions alternatives au modèle libéral aujourd'hui à l'oeuvre dans le monde entier. Ce projet se découpe en deux parties : la rédaction / publication de contre-rapports aux rapports annuels des institutions internationales. Ce volet mobilisera les compétences du Forum à travers toutes ses compétences dans le monde entier.

Le second volet porte quant à lui sur la rédaction / publication d'un Rapport mondial sur l'état du monde, à partir d'une analyse de différents acteurs des mouvements de lutte dans l'ensemble des régions du monde.

Pour l'Europe occidentale, c'est le CEDETIM et le Centre italien Punto Rosso qui est maître d'oeuvre. La méthode consiste en la sollicitation de rapports nationaux de l'ensemble des pays composant la région, et rédigés par des personnes du pays considéré. Ces contributions servent ensuite de support à la rédaction de la synthèse régionale, elle-même introduite dans le rapport finale.

Les textes seront mis en ligne sur le site d'Alternatives, au Canada.

Centre Tricontinental, asbl
avenue Sainte Gertrude 5, B- 1348 Louvain-la-Neuve
tél. +(32.10) 45 08 22
fax +(32.10) 45 31 52
E-mail: cetrig@cetri.be

Associatifs et Réseauteurs

○ CENTRE TRICONTINENTAL (CETRI)

L'objectif du CETRI est de faire connaître la pensée et les initiatives alternatives du Sud et contribuer ainsi au débat d'idées sur l'avenir des relations nord/sud, l'un des enjeux fondamentaux du 21ème siècle. Diffuser les propositions d'alternatives au système économique, politique et culturel contemporain qui construit inégalités et exclusions. Au moment où se multiplient les résistances (Seattle, Washington, Bangkok, Prague), il est également important de contribuer à une réflexion de fond. en rapport avec les mouvements sociaux.

Son action repose sur différents supports :

1. Le Centre de documentation sur le Sud (Asie, Afrique, Amérique latine)

Plus de 500 revues provenant en majorité du Sud et permettant de connaître la pensée et les initiatives du Sud. Le Centre de documentation le plus important en Europe (après celui de Sussex, en Grande-Bretagne), situé au sein de la bibliothèque des sciences économiques et sociales de l'UCL.

Site internet et connexions diverses sur réseau, avec les institutions universitaires et les ONG. Consulté par des centaines de personnes chaque année.

2. La revue Alternatives Sud

Revue trimestrielle donnant le point de vue du Sud, publiée à Louvain-la-Neuve, Paris, Montréal et Milan. Bien cotée dans les milieux intellectuels, auprès des responsables politiques et dans les milieux de la coopération. Parmi les derniers numéros parus : Le sort des peuples autochtones; les Théologies de la libération; Comment se construit la pauvreté ?; La démocratie et le marché; Les organismes financiers internationaux; La sous- traitance; Les Tigres du Sud; La société civile; Les ONG; Le développement durable; Les mouvements sociaux; Drogues et narco-trafic; La culture comme forme de résistance; Les rapports Nord/Sud en Méditerranée.

En préparation : Socialisme et marché : Chine, Vietnam, Cuba ; L'eau ; Les multinationales; L'énergie (pétrole) ; La corruption ; La troisième voie...

3. Le Forum Mondial des Alternatives

C'est à l'occasion du 20ème anniversaire du CETRI, lors du séminaire sur L'Avenir du Développement (voir Alternatives Sud, 1997/1), que l'idée d'une action à l'échelle mondiale pour la recherche d'alternatives fut lancée. L'auteur en fut Pablo Gonzalez Casanova, sociologue mexicain bien connu et ancien recteur de l'Université nationale du Mexique. Un groupe fut constitué, avec Samir Amin, économiste égyptien, comme président et François Houtart comme secrétaire, qui rédigea au Caire en 1997, le Manifeste : « Il est temps de renverser le cours de l'histoire ». Des centaines de signatures furent rassemblées à

travers le monde. La première activité du Forum au départ du CETRI, fut l'organisation du premier « Autre Davos », en janvier 1999, à Zurich d'abord, puis à Davos pour une conférence de presse, en même temps que la réunion annuelle du Forum mondial de l'économie. Cette rencontre rassembla 5 grands mouvements sociaux (1 par continent) et un groupe d'analystes, économistes, sociologues, politologues des divers continents. Une publication en résulta (L'Autre Davos, mondialisation des résistances et des luttes, Paris, L'Harmattan), traduite en de nombreuses langues, notamment 7 langues asiatiques. Cette initiative fait école : un Forum Social Mondial aura lieu à Porto Alegre (Brésil), à partir de janvier 2001.

En septembre 2000, le Forum Mondial des Alternatives a lancé deux initiatives en collaboration internationale : un inventaire permanent des mouvements sociaux et de leurs réseaux sur le Web et la préparation d'un ouvrage annuel sur l'État du Monde vu d'en bas, comprenant une analyse des diverses régions de la planète, une critique des rapports des grands organismes internationaux (Banque mondiale, OCDE, etc.) et une présentation des alternatives dont sont porteurs les mouvements sociaux.

4. L'appui aux chercheurs sur les aspects qualitatifs du développement et des changements sociaux

Le développement n'est pas seulement une question économique, mais aussi culturelle (mentalités, religions)

Le CETRI collabore avec de nombreux centres de recherches et universités en Amérique latine, Asie et Afrique et avec des organismes des Nations Unies pour :

- développer la théorie et les méthodes des recherches qualitatives;
- former les chercheurs et enseignants sur place;
- publier des travaux en plusieurs langues sur les recherches effectuées

5. Un lieu d'accueil et de rencontres Nord/Sud et Sud/Sud

Organisation de séminaires à Louvain-La-Neuve.

Logement pour 10 personnes, chercheurs ou étudiants post-gradués d'Asie, Afrique et Amérique latine.

6. Des collaborations internationales

Collaboration régulière avec de nombreuses publications du Sud.

Actions conjointes avec des organisations telles que ATTAC (en faveur de la Taxe Tobin sur les transactions financières internationales), le CADTM (Comité pour l'abolition de la dette du tiers-monde), etc.

Participation au Tribunal Permanent des Peuples (siège à Rome); à la Ligue internationale pour les Droits e Libération des Peuples, dont le siège de la présidence est actuellement située au CETRI

Centre Tricontinental - avenue Sainte Gertrude 5, B- 1348 Louvain-la-Neuve
tél. +(32.10) 45 08 22
fax +(32.10) 45 31 52
E-mail: cetrig@cetri.be

○ RÉSEAU «SORTIR DU NUCLÉAIRE»

«L'actualité le montre tous les jours : les problèmes liés à l'exploitation des centrales nucléaires sont de plus en plus pressants et reconnus. De nouveaux scandales révèlent les dangers du nucléaire et ses risques pour la santé. Aujourd'hui l'énergie nucléaire est de plus en plus ouvertement contestée. Une large majorité de la population se prononce pour une remise en cause du credo nucléaire.»

Les succès obtenus avec l'arrêt de la centrale Superphénix, à Creys-Malville (Isère) et avec l'abandon du site du Carnet (Loire-Atlantique), site pressenti pour la construction d'une première centrale nucléaire de nouvelle génération, ont encouragé un noyau d'associations et de militants à aller plus loin pour qu'enfin une nouvelle politique énergétique se mette en place. Contre le nucléaire, pour la vie, il faut agir maintenant.

Le réseau «Sortir du nucléaire» a pour vocation de réunir des milliers de personnes, qui sont prêtes à exprimer d'une voix forte leur volonté d'une sortie du nucléaire. Il veut peser afin de se faire entendre des décideurs politiques, des responsables de l'industrie nucléaire et des médias.

L'objectif est clair : dynamiser par des campagnes concrètes, l'opposition au nucléaire en France «afin de sortir notre pays du borbier nucléaire dans lequel il s'est empêtré depuis près de 25 ans.»

Naissance du réseau

Le réseau a été initié en 1996, une charte élaborée en septembre 1997. Après quelques mois de fonctionnement, 200 associations réparties à travers toute la France mais aussi dans plusieurs pays étrangers ont signé la Charte du réseau. Né de la réussite de la lutte contre Superphénix, le réseau bénéficie d'un important «savoir faire» médiatique et logistique avec un fichier de plusieurs milliers d'adresses.

Le but du réseau est de mettre en place un rapport de forces permettant de mettre fin au programme nucléaire français en maintenant un équilibre entre la vie associative de base et l'efficacité d'un groupe de pression doté de salariés.

Comment ça fonctionne ?

Le Réseau, c'est d'abord les signataires de la charte du réseau «Sortir du nucléaire», qui agissent en tant qu'acteurs en assurant le relais des campagnes. Une fois par an, les grands axes de campagne sont décidés au cours d'une assemblée générale. Un conseil d'administration composé de 6 membres et 3 suppléants répartis sur les 5 zones d'appels téléphoniques précise ces grandes options pour pouvoir mettre en oeuvre la ou les campagnes grand public. «Ensemble, mettons en oeuvre une nouvelle dynamique afin de faire basculer la politique énergétique actuelle».

Le réseau, c'est :

- le lancement de campagnes nationales (décidées par les groupes adhérents en Assemblée Générale) ;
- le relais de l'information entre les divers groupes et individus signataires de la Charte ;
- une présence dans les médias sur des sujets d'actualité ou des sujets d'intérêts nationaux ;
- la mise en oeuvre d'outils d'information grand public.

Le réseau ne se substituera en aucun cas aux luttes de chacun des groupes locaux.

Le réseau en action :

En Mars 1998, le réseau a lancé sa première campagne nationale contre l'enfouissement des déchets nucléaires avec la diffusion de 80000 documents, en partenariat avec la Coordination nationale contre l'enfouissement des déchets radioactifs. Depuis, d'autres campagnes se sont développées. Elles sont toutes mentionnées et expliquées sur le site web de l'association.

Quel est votre rôle en tant que signataire ?

1- Au minimum, il vous est demandé en tant que signataire de la charte de participer aux campagnes qui vous seront proposés lors de courriers réguliers. Il n'y aura jamais qu'une campagne à la fois et celle-ci sera renouvelée régulièrement à raison d'une ou plusieurs campagnes par an. Il s'agira souvent de campagnes de cartes postales à envoyer à des décideurs ou d'actions originales, faciles à faire et peu coûteuse.

2- Le Réseau informera régulièrement ses signataires par le biais d'une lettre d'information qui présentera les nouvelles campagnes, les résultats obtenus, la vie du réseau...

3- Le réseau est financé en partie par les cotisations des associations, mais celles-ci étant limitées en nombre et en ressources, c'est principalement par la participation de milliers de signataires que le réseau pourra se développer.

4- Enfin, le signataire peut s'engager directement sur le terrain en rejoignant le groupe du réseau le plus près de chez lui. Plusieurs signataires qui le souhaitent pourront aussi décider de créer leur propre groupe local «Sortir du nucléaire».

En organisant un réseau puissant de citoyens engagés, nous pouvons constituer un contre-pouvoir et obtenir des résultats concrets et efficaces.

Pour tout renseignement complémentaire :

Réseau «Sortir du nucléaire»
9 rue Dumenge F-69004 LYON France - Tél : 04 78 28 29 22
rezo@sortirdunucleaire.org
<http://www.sortirdunucleaire.org>